

RCS : MONT DE MARSAN

Code greffe : 4002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MONT DE MARSAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1989 B 00080

Numéro SIREN : 350 002 614

Nom ou dénomination : ALSTOR

Ce dépôt a été enregistré le 07/05/2020 sous le numéro de dépôt 1188

Greffe du tribunal de commerce de MONT DE MARSAN



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 07/05/2020

Numéro de dépôt : 2020/1188

Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
Apport de titres de sociétés

Déposant :

Nom/dénomination : ALSTOR

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 350 002 614

N° gestion : 1989 B 00080



**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 16 MARS 2020**

L'an deux mille vingt, le seize mars, à vingt heures, les associés de la Société ALSTOR, Société à Responsabilité Limitée au capital de 46.000 euros, divisé en 500 parts de 92 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation verbale faite par la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

- La Société FAFINVEST représentée par Monsieur Philippe CASTETS
 - o Pleine propriétaire de 100 parts
Numérotées de 396 à 495
 - o Usufruitier de 100 parts
Numérotées de 151 à 246 et 496 à 499

- Monsieur Philippe CASTETS,
 - o Plein propriétaire de 149 parts
Numérotées de 247 à 395
 - o Usufruitier de 150 parts
Numérotées de 1 à 150

- Madame Fanny CASTETS,
 - o Pleine propriétaire de 1 part
Numérotée 500

- Monsieur Damien CASTETS,
 - o Nu-propiétaire de 125 parts
Numérotées de 1 à 123 et 496 à 497

- Madame Pauline CASTETS
 - o Nu-propiétaire de 125 parts
Numérotées de 124 à 246 et 498 à 499

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Philippe CASTETS, gérant associé.

Le Cabinet EXAS CONSULTANT, Commissaire aux Comptes titulaire est absent excusé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Constatation de l'apport de titres sociaux à la Société en formation « FAFINVEST », à effet du 13 mars 2020 ;
- Modification de l'article 7 bis des statuts suite à l'apport de titres à la Société en formation « FAFINVEST » ;
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités ;

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration. Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance. Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix la résolution unique, étant précisé que l'article 9 des statuts prévoit que « l'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée ».

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, constate l'apport de titres, intervenu en date du 13 mars 2020, par Monsieur Philippe CASTETS de la pleine propriété de 100 parts sociales et de l'usufruit de 96 parts sociales et par Madame Fanny CASTETS de l'usufruit de 4 parts sociales, à la Société dénommée « FAFINVEST » Société à responsabilité limitée au capital de 480.000 euros, dont le siège social sera établi 563 Route de Cazaous - 40990 MEES, constituée pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Mont de Marsan et qui aura pour objet social « l'achat, la vente, la location de titres sociaux, la prise à bail, la gérance, la prise de participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises et dans toutes sociétés créées ou à créer ; le conseil aux entreprises ».

Il est rappelé que cet apport a été préalablement autorisé et la Société « FAFINVEST » préalablement agréée en qualité de nouvelle associée, conformément à l'article 10 des statuts, par l'assemblée générale extraordinaire du 3 février 2020.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution précédente, prend acte de la modification de l'article 7 bis des statuts, à effet du 13 mars 2020, comme suit :

Article 7 bis – Répartition des parts

« Le capital social est fixé à quatre-vingt mille euros (46.000 euros), divisé en 500 parts sociales de 92 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées suite à l'assemblée générale extraordinaire en date et effet du 13 mars 2020, de la façon suivante :

- La Société FAFINVEST,
 - o Propriétaire de 100 parts
Numérotées de 396 à 495
 - o Usufruitier de 100 parts
Numérotées de 151 à 246 et 496 à 499
- Monsieur Philippe CASTETS,
 - o Propriétaire de 149 parts
Numérotées de 247 à 395
 - o Usufruitier de 150 parts
Numérotées de 1 à 150
- Madame Fanny CASTETS,
 - o Propriétaire de 1 part
Numérotée 500
- Monsieur Damien CASTETS,
 - o Nu-proprétaire de 125 parts
Numérotées de 1 à 123 et 496 à 497
- Madame Pauline CASTETS
 - o Nu-proprétaire de 125 parts
Numérotées de 124 à 246 et 498 à 499

Le reste de l'article demeure inchangé.

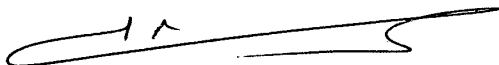
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président de séance et les associés.

Philippe CASTETS



Damien CASTETS



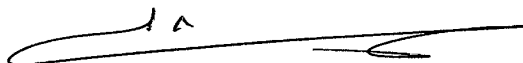
Fanny CASTETS



Pauline CASTETS



**Société FAFINVEST
Représentée par Philippe CASTETS**



Greffe du tribunal de commerce de MONT DE MARSAN



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 07/05/2020

Numéro de dépôt : 2020/1188

Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
Apport de titres de sociétés

Déposant :

Nom/dénomination : ALSTOR

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 350 002 614

N° gestion : 1989 B 00080



**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 3 FEVRIER 2020**

L'an deux mille vingt, et le trois février, à dix-neuf heures, les associés de la Société ALSTOR, Société à Responsabilité Limitée au capital de 46.000 euros divisé en 500 parts, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation verbale faite par la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

- Monsieur Philippe CASTETS,
 - o Plein propriétaire de 249 parts
Numérotées de 247 à 495
 - o Usufruitier de 246 parts
Numérotées de 1 à 246

- Madame Fanny CASTETS,
 - o Pleine propriétaire de 1 part
Numérotée 500
 - o Usufruitière de 4 parts
Numérotée 496 à 499

- Monsieur Damien CASTETS,
 - o Nu-propriétaire de 125 parts
Numérotées de 1 à 123 et 496 à 497

- Madame Pauline CASTETS
 - o Nu-propriétaire de 125 parts
Numérotées de 124 à 246 et 498 à 499

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Philippe CASTETS, gérant associé.

Le Cabinet EXAS CONSULTANT, Commissaire aux Comptes titulaire est absent excusé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément d'un nouvel associé dans le cadre d'un projet d'apport de titres par Monsieur Philippe CASTETS et Madame Fanny CASTETS à une Société à constituer qui serait dénommée « FAFINVEST »,
- Pouvoirs à donner.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration. Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance. Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour, étant précisé que l'article 9 des statuts prévoit que « l'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée ». Par conséquent, Monsieur Philippe CASTETS et Madame Fanny CASTET ont ainsi droit de vote exclusif lors de toutes les assemblées.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant, prend acte du projet d'apport de titres à une Société à constituer, qui serait dénommée « FAFINVEST », Société à responsabilité limitée dont le capital serait de 480.000 euros, dont le siège social serait établi 563 Route de Cazaous - 40990 MEES, qui aurait pour objet social « l'achat, la vente, la location de titres sociaux, la prise à bail, la gérance, la prise de participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises et dans toutes sociétés créées ou à créer ; le conseil aux entreprises », par Monsieur Philippe CASTETS et Madame Fanny CASTETS, savoir :

- Par Monsieur Philippe CASTETS :
 - La pleine propriété de 100 parts sociales
 - L'usufruit de 96 parts sociales
- Par Madame Fanny CASTETS
 - L'usufruit de 4 parts sociales

autorise expressément cette opération qui pourra intervenir dès ce jour et agréé formellement la Société en formation « FAFINVEST » en qualité de nouvelle associée, conformément à l'article 10.1. des statuts sous la condition suspensive de la signature dudit contrat d'apport de titres et de l'immatriculation de ladite Société au registre du commerce et des sociétés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

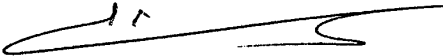
DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs à son gérant à k 'effet de signer tous actes en rapport avec la résolution précédente et au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

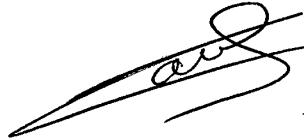
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président de séance et les associés.


Philippe CASTETS



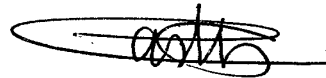
Fanny CASTETS



Damien CASTETS



Pauline CASTETS



Greffe du tribunal de commerce de MONT DE MARSAN



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 07/05/2020

Numéro de dépôt : 2020/1188

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : ALSTOR

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 350 002 614

N° gestion : 1989 B 00080



ALSTOR
Société à Responsabilité Limitée au capital de 46.000 €
Siège social : Zone Industrielle- 40280 Saint-Pierre-du-Mont
RCS Mont-de-Marsan 350.002.614

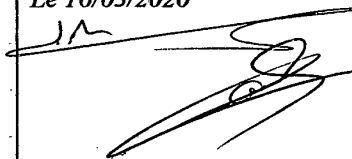
**STATUTS MIS A JOUR SUITE
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 16/03/2020
ET EFFET DU 13/03/2020**

**ENTREE D'UN NOUVEL ASSOCIE
SUITE APPORT DE TITRES**

ARTICLE 7 BIS

Statuts certifiés conformes

Le 16/03/2020



LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Raymond ALBAREIL
demeurant à MONT DE MARSAN (40000) Z.I. de St Pierre du Mont
époux de Madame Marie Claude FARGERÉ
nés, savoir :

- . Monsieur à PAYRAC (46350) le 11.07.33
- . Madame à ANNONAY (07100) le 03.03.39

mariés sous le régime de la communauté.

- Madame Marie Claude FARGERÉ
demeurant à MONT DE MARSAN (40000) Z.I. de St Pierre du Mont
épouse de Monsieur Raymond ALBAREIL
nés, savoir :

- . Madame à ANNONAY (07100) le 03.03.39
- . Monsieur à PAYRAC (46350) le 11.07.33

mariés sous le régime de la communauté.

- Monsieur Bruno ALBAREIL
demeurant à BOUGUE (40090) Bascoula Route de Gaillères
époux de Madame Annie LARRIEU
nés, savoir :

- . Monsieur à MONT DE MARSAN (40000) le 05.05.1957
- . Madame à BOUGUE (40090) le 07.01.1959

mariés sous le régime de la communauté.

- Monsieur Dominique TASTET
demeurant à CANDRESSE (40180) Maison Kebana
époux de Madame Françoise MORLANE
nés, savoir :

- . Monsieur à BEGAAR (40400) le 20.12.1959
- . Madame à DAX (40100) le 14.10.1958

mariés sous le régime de la communauté.

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée
qu'ils sont convenus de constituer.

Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à l'exploitation de tous fonds de commerce de :

- fabrication et de négoce de menuiseries aluminium, PVC, bois, stores intérieurs et extérieurs, fermetures en aluminium, miroiterie ;
- pose de menuiseries métalliques, PVC, bois
- serrurerie, métallerie, ferronnerie,
- vitrerie,
- fabrication et négoce de verrières et vérandas.
- Énergies renouvelables, électricité,

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

«ALSTOR»

Dans tous documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots «Société à responsabilité limitée» ou des initiales «SARL.» et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

La durée de la société est fixée à cinquante (50) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

L'année sociale commence le 1er JANVIER et finit le 31 DECEMBRE.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 1989.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice. _

Article 5 - SIEGE

Le siège de la société est fixé à : SAINT PIERRE DU MONT (40280) Z.I. de Saint Pierre du Mont.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Apports en numéraire

- Monsieur Raymond ALBAREIL
apporte à la société, une somme en espèces
de VINGT CINQ MILLE CINQ CENTS Francs, ci 25.500
Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint.
Celui ci intervenant aux présentes, ne demande pas être personnellement associé. Les parts
rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Raymond ALBAREIL.

- Madame Marie Claude FARGERÉ
apporte à la société, une somme en espèces
de DIX NEUF MILLE Francs, ci 19.000
Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint.
Celui ci intervenant aux présentes, ne demande pas être personnellement associé. Les parts
rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Madame Marie Claude FARGERÉ.

- Monsieur Bruno ALBAREIL
apporte à la société, une somme en espèces
de CINQ MILLE Francs, ci 5.000
Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint.
Celui ci intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associé. Les parts
rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Bruno ALBAREIL.

- Monsieur Dominique TASTET
apporte à la société, une somme en espèces
de CINQ CENTS Francs, ci 500
Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint.
Celui ci intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associé. Les parts
rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Dominique TASTET

Soit, ensemble, la somme totale de
CINQUANTE MILLE Francs, ci 50 000

Cette somme de CINQUANTE MILLE (50.000) Francs a été, dès avant ce jour, déposée à la
banque , Agence de à un compte ouvert au nom de la société en
formation sous le numéro

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 7 - CAPITAL

A compter du 27 juin 2002, le capital est fixé à la somme de 46.000 euros divisé en 500 parts de 92 euros chacune réparties comme défini à l'article suivant.

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

Article 7 bis- REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à quatre-vingt mille euros (46.000 euros), divisé en 500 parts sociales de 92 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées suite à l'assemblée générale extraordinaire en date et effet du 13 mars 2020, de la façon suivante :

- La Société FAFINVEST,
 - o Propriétaire de 100 parts
Numérotées de 396 à 495
 - o Usufruitier de 100 parts
Numérotées de 151 à 246 et 496 à 499
- Monsieur Philippe CASTETS,
 - o Propriétaire de 149 parts
Numérotées de 247 à 395
 - o Usufruitier de 150 parts
Numérotées de 1 à 150
- Madame Fanny CASTETS,
 - o Propriétaire de 1 part
Numérotée 500
- Monsieur Damien CASTETS,
 - o Nu-propiétaire de 125 parts
Numérotées de 1 à 123 et 496 à 497
- Madame Pauline CASTETS
 - o Nu-propiétaire de 125 parts
Numérotées de 124 à 246 et 498 à 499

Article 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre suffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle

de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts.

Article 9 - PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne à son propriétaires un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes.

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au delà, toute appel de fonds est interdit. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire. L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

Article 10 - TRANSMISSION DE PARTS

1 . Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associés, entre ascendants et descendants et entre conjoints sous réserve des dispositions prévues ci-après dans le cas de liquidation d'une communauté de biens entre époux. Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, à d'autres personnes qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant, au moins, les trois quarts des parts sociales, ces majorités étant, en outre, déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire, ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir, les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant

de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et de les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera, en son lieu et place, l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit, en conséquence, notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du code civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délai et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2. Les parts sociales sont librement transmises par succession ou testament au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé. Tous autres héritiers ou ayant droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants et, le cas échéant, des héritiers non soumis à agrément. Tout héritier ou ayant droit, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il y en a plusieurs, ils devront se faire représenter par un mandataire commun.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifié à la société une demande

d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession, de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit non agréé ; il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis l'agrément est réputé acquis.

3 . En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant s'il n'est pas associé, doit être agréé conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 . Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectués par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1932-2 du Code Civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 11 - DECES - INCAPACITE - LIQUIDATION DES BIENS - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, la liquidation de biens ou la faillite de l'un quelconque des associés n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article 12 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe un, du commissaire aux comptes à l'assemblée générale. Il est statué sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment

responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société.

A peine de nullité de contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également à leurs conjoints, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

Les associés peuvent, du consentement de la gérance, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société en compte de dépôt ou compte courant. Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance et les titulaires. Sauf cas particulier à soumettre à la décision des associés, aux conditions de majorité ordinaire la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés. Elle doit toujours réserver pour la société le droit de libération anticipée.

ARTICLE 13 - GERANCE - NOMINATION DES GERANTS

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 14 - POUVOIRS DES GERANTS

Chacun des gérants engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. L'opposition formée par un gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissement commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

Article 15 - OBLIGATIONS DES GERANTS - DELEGATIONS

Sauf dispositions contraires de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer le pouvoir qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Article 16 - CESSATION DE FONCTIONS

Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales. Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages - intérêts. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire. Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité de les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi ou d'une décision de justice.

En cas de cessation de fonction par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés nomme un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un d'entre eux.

Article 17 - TRAITEMENT DES GERANTS

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 18 - DECISIONS COLLECTIVES - FORME ET MODALITES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Ces décisions résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Tout assemblée générale doit être convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, par lettre recommandée expédiée quinze jours avant la réunion, à chacun des associés à son dernier domicile connu. La convocation indique clairement l'ordre du jour de la réunion. Seules sont mises en délibération les questions qui y figurent.

Un ou plusieurs associés remplissant les conditions prévues par la loi peuvent demander la réunion d'une assemblée. A la demande de tout associé, le président du tribunal de commerce, statuant en référé, peut désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales en cas de conflit entre deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts, la présidence est assurée par le plus âgé. Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et leurs représentants ou mandataires ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé est émergée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès

- verbal de l'assemblée tient de feuille de présence, lorsqu' est signé de tous les associés présents.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots «OUI» et «NON». La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sous réserve des interdictions de vote pouvant résulter de la loi. Il peut se faire représenter par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Le mandat de représentation d'un associé ne vaut que pour une assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être, également, donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être, eux-mêmes, associés.

Les procès - verbaux sont établis et signés dans les conditions fixées par les règlements en vigueur. Au procès - verbal d'une consultation écrite est annexée la réponse de chaque associé. La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire

Article 19 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats. Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent, en outre, à toute époque se prononcer sur toutes autres propositions concernant la société, pourvu qu'elles n'emportent pas modification aux statuts ou approbation de transmission de parts sociales soumise à agrément. Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 20 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Les associés ne peuvent, si ce n'est pas une décision unanime, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social ou transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions.

En cas de transmission de parts sociales, les décisions d'agrément, lorsqu'elles sont nécessaires, doivent être prises aux conditions de majorité prévues à l'article 10.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée si la société l'a pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

En cas de révocation d'un gérant désigné par les statuts, la modification corrélative de l'article où figurait son nom, conséquence matérielle de cette révocation, est réalisée dans les mêmes conditions que la révocation elle-même.

Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 21 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES - EXPERTISE JUDICIAIRE

Les associés ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits. La désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être faite selon la réglementation en vigueur.

Article 22 - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Selon les conditions légales, le contrôle des comptes est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui accomplissent leur mission générale et les missions spéciales que la loi leur confie.

Article 23 - ARRETE DES COMPTES SPECIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance établit les comptes prévus par la loi, au vu de l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Les comptes annuels sont établis à chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées. Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires.

La gérance établit, en outre, le rapport de gestion.

Article 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenter des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre,

l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 25 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Aucun dividende ne peut être mis en paiement avant l'approbation des comptes de constatation de l'existence de sommes distribuables au moins égales à son montant. Les modalités de la distribution sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par la gérance. La mise en paiement du dividende doit intervenir dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande de la gérance. Aucune répétition ne peut être exigée des associés pour un dividende distribué en conformité des présentes dispositions.

Article 26 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

Article 27 - PERTE DU CAPITAL SOCIAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables entament le capital dans la proportion fixée par la loi, la gérance est tenue de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de consulter les associés à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Même en l'absence de pertes, la dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

Article 28 - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation.

Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci jusqu'à sa clôture.

Les fonctions de la gérance prennent fin sauf, à l'égard des tiers, l'accomplissement des formalités de publicité. La dissolution ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés, par une décision ordinaire, nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat, sauf stipulation contraire, leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

La gérance doit leur remettre ses comptes avec toutes justifications pour approbation par une décision ordinaire des associés.

L'actif social est réalisé et le passif acquitté, les liquidateurs ayant à cet effet, sous réserve des restrictions légales, les pouvoirs les plus étendus pour agir même séparément.

Pendant la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les associés chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes conditions que durant la vie sociale. Ils consultent en outre les associés chaque fois qu'ils le jugent utile ou qu'il y a nécessité. Les associés exercent leur droit de communication dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, à la majorité ordinaire, statuent sur le compte de liquidation, le quitus de la gestion des liquidateurs et constatent la clôture de la liquidation. Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net est partagé proportionnellement aux parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions s'appliquent. Les associés peuvent, toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social. Tout bien apporté qui se retrouve en nature est attribué, sur sa demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tout les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux.

Article 29 - CONTESTATIONS

En cours de vie comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, ou sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente.

Article 30 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, par Monsieur Raymond ALBAREIL, tel que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

En outre, Madame Marie Claude ALBAREIL est expressément autorisée à passer et à souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements suivants entrant dans l'objet statutaire et conforme à l'intérêt social :